

OGEC GROUPE DE LA SALLE - REIMS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2025

06 81 86 74 76

Siège social : 31 C Rue Duruy – 51100 REIMS

— Bureau : 11 rue Gaston BOYER, immeuble REGUS – 51100 REIMS —

marianne.raymond@diapason-auditconseil .fr

www.diapason-auditconseil.fr



OGEC GROUPE DE LA SALLE - REIMS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 94 Avenue de Laon – 51100 REIMS

N° SIREN : 818 908 188

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES DE **L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025**

A l'Assemblée Générale de l'OGEC GROUPE DE LA SALLE - REIMS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC GROUPE DE LA SALLE – REIMS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OGEC GROUPE DE LA SALLE – REIMS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note V « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'établissement des comptes en toute neutralité fiscale.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les prestations de services et les concours publics et subventions d'exploitation, ainsi que les immobilisations corporelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à REIMS, le 8 janvier 2026

Le Commissaire aux comptes

SAS DIAPASON AUDIT ET CONSEIL



Marianne RAYMOND

BILAN ACTIF

GROUPE DE LA SALLE REIMS REIMS

Nomenclature 2023 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

	ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	63 553	56 734	6 818	7 347
	- Fonds commercial	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	44 761	44 761	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	108 313	101 495	6 818	7 347
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	83 409	76 038	7 370	11 713
	- Constructions	24 668 616	14 651 570	10 017 046	10 814 275
	- Installations techniques, matériel et outillage	5 224 806	4 848 740	376 066	388 365
	- Autres Immobilisation Corporelles	4 363 943	3 204 270	1 159 673	1 017 169
	- Immobilisations corporelles en cours	567 336	-	567 336	532 338
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 908 110	22 780 617	12 127 492	12 763 859
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	3 049	-	3 049	3 049
	- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	125	-	125	125
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 174	-	3 174	3 174
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	35 019 597	22 882 112	12 137 485	12 774 381
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	3 559		3 559	16 705
	CREANCES :			-	-
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	597 618	15 960	581 657	448 608
	- Créances reçues par legs ou donations	-		-	-
	- Autres	211 437	-	211 437	550 425
	TOTAL CREANCES	809 055	15 960	793 094	999 033
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	47 190,09	-	47 190	47 087
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-		-	-
	DISPONIBILITES	2 385 718		2 385 718	1 705 451
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	145 783		145 783	74 593
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 391 305	15 960	3 375 344	2 842 869
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-		-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-		-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-		-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	38 410 902	22 898 073	15 512 829	15 617 250

BILAN PASSIF

GROUPE DE LA SALLE REIMS REIMS

		Nomenclature 2023 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS ASSOCIATIFS	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	371 333	371 333
	Fonds propres complémentaires	189 473	189 473
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	560 806	560 806
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	1 270 211	1 270 211
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	1 270 211	1 270 211
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	3 515 277	3 515 277
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	3 515 277	3 515 277
R O V I S I O N	REPORT A NOUVEAU	4 297 463	4 293 067
	RESULTAT DE L'EXERCICE	23 737	4 397
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	9 667 494	9 643 758
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	3 876 671	3 988 656
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	13 544 165	13 632 414
	FONDS REPORTES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	185 363	201 055
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	185 363	201 055
D E T T E S	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	187 002	174 315
	TOTAL PROVISIONS (III)	187 002	174 315
D E T T E S	DETTE		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	515 873	750 644
	Emprunts et dettes financières diverses	2 839	2 958
	Avances et acomptes reçus	366 893	264 253
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	195 276	164 879
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	187 916	192 032
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 377	54 590
	Autres dettes	249 458	169 534
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	30 668	10 575
	TOTAL DETTES (IV)	1 596 299	1 609 466
	ECART DE CONVERSION PASSIF (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	15 512 829	15 617 250

COMPTE DE RESULTAT

GROUPE DE LA SALLE REIMS REIMS

01/09/2024 - 31/08/2025

Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	91 263	88 800
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	123 042	126 187
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	4 697 978	4 867 723
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	35 022	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 164 792	2 078 128
Vers: Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	8 451	5 320
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	23 971	16 441
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	10 744	27 115
Utilisations des fonds dédiés	25 692	25 000
Autres produits	18 262	36 961
TOTAL I	7 199 216	7 271 674
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	78 357	79 322
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 962 001	2 950 647
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	280 073	251 936
Salaires et traitements	2 193 989	2 225 387
Charges sociales	827 716	839 228
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 125 062	1 178 185
Dotations aux provisions	28 647	24 272
Reports en fonds dédiés	10 000	0
Autres charges	28 187	34 596
TOTAL II	7 534 032	7 583 574
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-334 816	-311 900
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	40 546	9 326
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	40 546	9 326
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	4 734	6 598
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	4 734	6 598
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	35 813	2 728
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-299 003	-309 172

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	24 908	15 020
Sur opérations en capital	303 512	304 491
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	328 420	319 511
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 752	5 488
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	3 752	5 488
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	324 668	314 023
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 928	455
Total des produits (I + III + V)	7 568 182	7 600 511
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 544 445	7 596 115
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	23 737	4 397

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	-943 569	-943 569
Bénévolat	0	0
TOTAL	-943 569	-943 569
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	943 569	943 569
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	943 569	943 569

ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1. Identification de l'OGEC

Siège : OGEC GROUPE DE LA SALLE-REIMS
94 avenue de Laon
51100 REIMS

Ecole, Collège et LP tertiaire JEANNE D'ARC : 94 avenue de Laon 51100 REIMS
LGT, Campus ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE : 20 rue de Contrai 51100 REIMS
Lycée professionnel industriel ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE : 4 rue Gerbert 51100 REIMS
CFC-CFA ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE : 4 rue Gerbert 51100REIMS

Date de Création : 29 juin 2015

Objet Social : L'organisme de Gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'enseignement catholique, « l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissements ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé. »

L'OGEC pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Nature et périmètre des activités réalisées

Activités pédagogiques

Enseignement primaire : école maternelle et élémentaire
Enseignement secondaire : collège, LEGT et LP tertiaire et industriel
Enseignement supérieur : BTS, Bachelor
Formation initiale par apprentissage : CFA en Bac pro + BTS
Centre de formation professionnelle continue

Activités annexes

Restauration scolaire
Etude surveillée
Garderie
Internat

Moyens mis en œuvre

Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 150 personnes

Personnel salarié OGEC : 69 ETP

Locaux scolaires : 25 167 m2 sur le site de ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE

8 969 m2 sur le site de JEANNE D'ARC

Propriétaire : FONDATION DE LA SALLE

2. Faits marquants de l'exercice

Mise en service des nouveaux sanitaires CAMPUS Bâtiment E du site ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE au 1^{er} mai 2025 pour un montant total de 50 550,55€.

Mise en service de la nouvelle salle de restauration du site ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE au 1^{er} septembre 2024 pour un montant total de 97 045,71€.

Mise en service de la nouvelle chaufferie Contrai du site ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE au 1^{er} novembre 2024 pour un montant total de 131 813,39€.

3. Evenements postérieurs à la clôture

Absence d'événements post-clôture.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Durée et dates de l'exercice comptables :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2025.

2. Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-6 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3. Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Néant

4. Changements comptables :

Néant

5. Comparabilité des comptes d'un exercice à l'autre :

Néant

III. NOTES SUR LE BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles :

Immobilisations incorporelles

La valeur brute des éléments incorporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements ont été calculés sur la durée normale d'utilisation sur le mode linéaire. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

La durée et méthode d'amortissement la plus généralement retenue a été la suivante : 2 ans linéaire

Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements ont été calculés sur la durée normale d'utilisation sur le mode linéaire. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- constructions (gros œuvre)	30 à 50 ans linéaire
- constructions (façades, couverture, menuiseries ext.)	15 à 20 ans linéaire
- construction (installations générales et techniques)	10 à 15 ans linéaire
- constructions (agencements)	10 à 15 ans linéaire
- installations techniques	10 à 15 ans linéaire
- matériel et outillage	4 ans linéaire
- installations générales, agencements, aménagements	4 à 15 ans linéaire
- matériel de transport	4 ans linéaire
- matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans linéaire
- mobilier	10 ans linéaire

2. Echéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV)

Précisions : les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art.833-9 pour l'état des échéances des créances et art.833-13 pour les dettes).

3. Evaluation des valeurs mobilières de placement :

En application du plan comptable général (art.833-8), pour les valeurs mobilières de placement (qui sont des éléments fongibles de l'actif circulant), un tableau des VMP est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

4. Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

5. Subvention d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII).

Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

6. Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

Engagements de retraite : une provision pour indemnité départ en retraite est comptabilisée en compte 15 selon les modalités prévues par la convention collective de l'enseignement privé non lucratif (EPNL) IDCC 3218.

7. Fonds dédiés :

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

La méthode retenue lors de la comptabilisation des cotisations en produits d'exploitation est « l'appel de cotisation ».

Par contre pour les cotisations APEL un mandat existe entre l'OGEC et l'APEL, ainsi les cotisations collectées puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2. Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU X).

Le règlement comptable ANC n°2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

3. Ventilation du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires correspond au total des comptes 70 pour 4 821 020,15€ et se décompose de la manière suivante :

- participation des familles (contribution familiale, demi-pension, pension et activités) pour 3 039 210,32€
- activité du centre de formation continue et par apprentissage pour 1 735 950,53€
- autres ventes pour 45 859,30€

4. Effectif employé pendant l'exercice :

L'effectif moyen employé pendant l'exercice est de 69,56.

5. Rémunération des dirigeants :

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, l'Association est amenée à communiquer la montant des rémunérations et avantages en nature versée aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Au cas particulier de l'Association, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature. L'Association n'a pas de cadre dirigeant rémunéré.

6. Honoraires des commissaires aux comptes :

Au titre de la certification des comptes 12 000€ ont été comptabilisés pour l'exercice 2024/2025.

7. Rattachement des charges et des produits de l'exercice :

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance sont évaluées au 31/08/2025 à **145 783.07€**,

dont 11 139.26€ d'assurance incendie (FDLS)
31 727.47€ d'assurance multirisques
25 860.83€ de livres scolaires (Librairie AMORY)
32 062.75€ de tenues de travail pour les écoliers

Les produits constatés d'avance sont évalués au 31/08/2025 à **30 668€**,

dont 8 880€ de subvention pour l'achat de manuels scolaires collège
21 788€ de cession de tenues de travail pour les écoliers

CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Les charges à payer sont évaluées au 31/08/2025 à **175 878.20€**,

dont 71 956.67€ de taxes foncières

83 579.67€ de sous-traitance UFA

12 000.00€ d'honoraires Commissaire aux Comptes

Les produits à recevoir sont évalués au 31/08/2025 à **34 131.74€**,

dont 27 120.62€ de produits de notre CFA

3 860.00€ de subvention région

8. Produits et charges exceptionnels :

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Produits exceptionnels

Suite au nouveau règlement comptable ANC n°2018-06 et la nouvelle nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique), les quotes-parts de subvention et de taxe d'apprentissage finançant des immobilisations sont comptabilisées en produits exceptionnels et sont évaluées à hauteur de **303 511.59€** au 31/08/2025.

Charges exceptionnelles

RAS

V. AUTRES INFORMATIONS

1. Fiscalité

En l'absence de réponse définitive de l'administration fiscale sur le régime fiscal de l'association concernant ses activités de formation continue, les comptes de l'exercice 2024/2025 arrêtés au 31/08/2025 ont été établis en toute neutralité fiscale.

2. Engagement financier

Un nantissement de compte a été consenti à hauteur de 200 000€ pour garantir un emprunt de 1 200 000€ souscrit en 2012 auprès de la Caisse d'Epargne. Le montant du capital restant dû au 31/08/2025 s'élève à 177 202,82€.

Un nantissement de compte a été consenti à hauteur de 500 000€ pour garantir un emprunt de 1 000 000€ souscrit en 2020 auprès de la Caisse d'Epargne. Le montant du capital restant dû au 31/08/2025 s'élève à 338 400,19€.

3. Autres Engagements

Les participations financières de 186 688,73€ accordée au cours de l'exercice clos le 31/08/2022 et 63 311,27€ accordée au cours de l'exercice clos le 31/08/2023 par la société COMPASS GROUP France sont assorties des engagements suivants :

- Prolongement d'une durée de 10 ans du contrat de prestation de restauration liant le GROUPE DE LA SALLE REIMS et la société COMPASS GROUP France, soit une fin de contrat le 31/08/2031, et révision du prix contractuel à minima de 2,30% annuel ;
- En cas de rupture anticipée du contrat, un montant forfaitaire dégressif de la contribution, calculé sur 10 ans, ainsi qu'une pénalité complémentaire de 10% (plus TVA) devront être versés.

4. Crédit-bail

Néant

5. Contributions volontaires en nature

Cas particulier : VALORISATION D'UN EQUIVALENT LOYER

La Fondation de La Salle, propriétaire des bâtiments, met à disposition gratuitement ceux-ci afin que l'établissement puisse exercer son activité.

Pour le site de ST JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE :

L'équivalent loyer au 31/08/2025 est évalué à hauteur de 593 770€ :

- bâtiment Contrai pour 281 010€
- internat pour 56 590€
- bâtiment Gerbert pour 256 170€

Pour le Centre Audiovisuel et le Centre Technique bénéficiant d'un bail à construction en cours, aucun équivalent loyer n'est estimé.

La méthode de calcul est la suivante : valorisation du m2 à 1 000€ et application d'un loyer représentant 3% de cette valorisation.

Pour le site de JEANNE D'ARC :

L'équivalent loyer au 31/08/2025 est évalué à hauteur de 349 799€ :

- bâtiment administratif pour 10 679€
- bâtiments collège pour 152 657€
- bâtiments école pour 52 390€
- bâtiment LP pour 52 088€
- bâtiment maternelle pour 24 090€
- gymnase pour 33 762€
- bâtiment désaffecté pour 24 133€

La méthode de calcul est la suivante : valorisation du m2 à 1 300€ et application d'un loyer représentant 3% de cette valorisation.

Le montant total de ces contributions volontaires en nature, soit 943 569€, est comptabilisé au pied du compte de résultat.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	59 595,82	3 956,69				63 552,51
	Autres immobilisations incorporelles	44 760,80					44 760,80
	Immobilisations incorporelles en cours						
	TOTAL I	104 356,62	3 956,69	0,00	0,00	0,00	108 313,31
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	83 408,63					83 408,63
	Constructions	330 302,19					330 302,19
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 320 738,09	17 575,26				24 338 313,35
		5 961 373,84	102 730,13		839 297,48		5 224 806,49
	Installations générales, agencements, aménagements	1 853 854,61	18 616,70		10 999,24	279 409,65	2 140 881,72
	Autres immobilisations corporelles	86 976,68					86 976,68
	Matériel de transport						
	Autres Matériels et Mobiliers	2 105 205,60	30 878,64				2 136 084,24
	Immobilisations corporelles en cours	532 337,68	314 407,95			-279 409,65	567 335,98
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)						
FINANCIERES	TOTAL II	35 274 197,32	484 208,68	0,00	850 296,72	0,00	34 908 109,28
	Participations et créances rattachées	3 048,98					3 048,98
	Autres titres immobilisés	125,00					125,00
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL III	3 173,98	0,00	0,00	0,00	0,00	3 173,98
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	35 381 727,92	488 165,37	0,00	850 296,72	0,00	35 019 596,57

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	52 248,35	4 485,68	0,00	0,00	56 734,03
	Autres immobilisations incorporelles	44 760,80				44 760,80
	TOTAL I	97009,15	4 485,68	0,00	0,00	101 494,83
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	71 695,79	4 342,39			76 038,18
	Constructions	249 456,23	6 279,30			255 735,53
	Sur sol d'autrui	13 587 309,25	808 524,78			14 395 834,03
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 573 008,69	115 028,94	839 297,48		4 848 740,15
	Autres immobilisations corporelles	1 540 903,34	65 393,94	10 999,24		1 595 298,04
		53 913,49	14 979,13			68 892,62
	Autres Matériels et Mobiliers	1 434 051,06	106 027,88			1 540 078,94
	TOTAL II	22 510 337,85	1 120 576,36	850 296,72	0,00	22 780 617,49
	TOTAL GENERAL (I + II)	22 607 347,00	1 125 062,04	850 296,72	0,00	22 882 112,32

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles			
		• Corporelles			
		• Financières			
	Stocks et en-cours				
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		15 960,35	10 070,06	15 960,35
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
TOTAL					
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		22 709,34	22 709,34	10 070,06

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Sous-total créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Familles	32 002,29	32 002,29	
Créances Familles douteuses	15 960,36	15 960,36	
Créances Clients FC	549 655,13	549 655,13	
Créances sociales et fiscales	0	0	
Créances Etat et autres collectivités publiques	161 378,54	161 378,54	
Autres créances (à décaisser si besoin)	50 058,34	50 058,34	
Sous-total créances de l'actif circulant	809 054,66	809 054,66	
TOTAL CREANCES	809 054,66	809 054,66	

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE		
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	515 872,67		279 420,91	0,00
Emprunts et dettes financières divers	2 838,74	236 451,76	2 838,74	
Sous-total dettes financières		236 451,76	282 259,65	0,00
Dettes Familles	518 711,41			
Dettes Clients FC	296 866,91	296 866,91		
Dettes fournisseurs	70 025,68	70 025,68		
Dettes fournisseurs d'immobilisation	195 275,62	195 275,62		
Dettes des legs et donations	47 376,83	47 376,83		
Dettes fiscales et sociales		187 916,30		
Autres dettes	249 457,78	249 457,78		
Produits constatés d'avance	30 668,00	30 668,00		
Sous-total autres dettes	1 077 587,12	1 077 587,12		
TOTAL DETTES	1 596 298,53	1 314 038,88	282 259,65	0,00

TABLEAU DES PLACEMENTS (TABLEAU V)

à la clôture (31/08/2025)							
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Valeur fin exercice
VMP	0						0,00
livret A association Société Générale							67 801,44
livret association CIC							50 942,33
livret CE							40 772,33
placement credit mutuel							10 008,09
parts crédit mutuel B							37 152,00
parts crédit mutuel B							30,00
livret credit mutuel							1 025,88
CSL Société Générale							1 000 223,05
contrat multisupports de capitalisation							700 000,00

TOTAL

1 907 955,12

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	560 806,28				560 806,28
Fonds propres avec droit de reprise	1 270 211,00				1 270 211,00
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 515 276,98				3 515 276,98
Report à nouveau	4 293 066,67	4 396,68			4 297 463,35
Excédent ou déficit de l'exercice	4 396,68	-4 396,68			23 736,80
Situation nette (sous-total)	9 643 757,61	0,00	23 736,80	0,00	9 667 494,41
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 988 655,95		252 230,69	364 215,59	3 876 671,05
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	13 632 413,56	0,00	275 967,49	364 215,59	13 544 165,46

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise					
<i>Valeur du patrimoine intégré</i>	0,00				0,00
<i>Fonds statutaires</i>	371 332,84				371 332,84
<i>Fonds complémentaires</i>	189 473,44				189 473,44
<i>Apports sans droit de reprise</i>					
<i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>	0,00				0,00
<i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>	0,00				0,00
Fonds propres sans droit de reprise	560 806,28	0,00	0,00	0,00	560 806,28
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	1 270 211,00				1 270 211,00
Fonds associatifs avec droit de reprise					
<i>Apports avec droit de reprise</i>					
<i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>					
<i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>					
Fonds propres avec droit de reprise	1 270 211,00				1 270 211,00
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
<i>Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise</i>					
<i>Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise</i>					
Réserves	3 515 276,98				3 515 276,98
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
<i>dont Réserves pour investissements</i>					
<i>dont Réserves de trésorerie</i>					
Autres	3 515 276,98				3 515 276,98
Report à nouveau	4 293 066,67	4 396,68			4 297 463,35
<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>4 396,68</i>	<i>-4 396,68</i>	<i>23 736,80</i>		<i>23 736,80</i>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 988 655,95	0,00	252 230,69	364 215,59	3 876 671,05
<i>Subventions d'équipement</i>					
<i>Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires</i>					
Subventions d'investissement	3 988 655,95		252 230,69	364 215,59	3 876 671,05
Provisions réglementées					
<i>Droits des propriétaires (prêt à usage)</i>					
TOTAL DES FONDS PROPRES	13 632 413,56	0,00	275 967,49	364 215,59	13 544 165,46

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAU VII)

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Augmentation	Diminution	
Montant nominal :			
Subventions affectées à des biens non renouvelables	191 526,69	380 255,77	9 217 783,18
Subventions affectées à des biens renouvelables			
TOTAL	191 526,69	380 255,77	9 217 783,18
Quotes-parts virées au résultat :			
Subventions affectées à des biens non renouvelables	303 511,59	380 255,77	5 341 112,13
Subventions affectées à des biens renouvelables			
TOTAL	303 511,59	380 255,77	5 341 112,13
TOTAL NET	3 988 655,95		3 876 671,05

3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)		Montant à l'origine	Montant non amortie à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant non amortie à la clôture de l'exercice
BATIMENTS					
Région	Centre AV	2 684 533,97	485 785,06	48 578,51	437 206,56
Région	Centre Technique Gerbert	2 604 102,08	1 385 066,80	38 474,08	1 346 592,72
Région	Ascenseur Contrain	71 574,00		0,00	71 574,00
Région	Atelier Gerbert	212 364,97	122 122,69	6 784,59	115 338,09
Région	Foyer des lycéens	59 352,00	37 683,81	3 768,38	33 915,43
Région	Rénovation Atelier	254 332,38	213 185,05	8 526,60	204 638,45
Région	Toiture Atelier	33 576,71	25 404,04	1 693,60	23 710,44
Région	Gymnase JDA	31 114,20	13 930,57	1 547,84	12 382,73
Région	Restauration JDA	171 585,00	160 146,00	5 719,50	154 426,50
Région	Chaufferie Contrain	79 088,07	79 088,07	4 393,78	74 694,29
CEE	Chaufferie Contrain	12 830,00	12 830,00	712,78	12 117,22
Département	Centre AV	362 250,00	65 551,65	6 555,17	58 996,49
Département	Escalier métallique COLLEGE JDA	53 670,00	29 805,91	1 753,29	28 052,62
Département	Rampe-fenêtre ADM JDA	27 808,00	10 102,31	1 683,72	8 418,59
Département	Préau-fenêtre collège	62 422,00	37 445,30	4 160,59	33 284,71
Département	Gymnase JDA	40 814,00	20 256,67	2 532,08	17 724,58
Département	Restauration JDA	406 258,00	383 835,93	18 203,73	365 632,20
Ville Reims	Centre Technique Gerbert	979 944,96	521 211,99	14 478,11	506 733,88
MATÉRIEL					
Région	Matériel pédagogique SIBS	168 203,46	59 680,23	25 972,54	33 687,69
AGEFIPH	Matériel pédagogique SIBS	2 623,24	387,10	262,32	104,77
APEL	Matériel pédagogique SIBS	13 127,24	4 132,43	1 265,75	2 866,68
UROGEC	Matériel pédagogique SIBS	2 000,00	339,73	339,73	0,00
AFDAS	Matériel pédagogique SIBS	7 120,00	449,29	439,29	10,00
ANFA	Matériel pédagogique SIBS	51 479,00	38 316,29	10 096,36	28 219,93
Taxe d'apprentissage	Matériel pédagogique SIBS	370 429,26	223 750,14	52 683,94	167 943,19
Région	Matériel pédagogique JDA	9 995,00	7 783,78	2 498,75	5 285,03
Département	Matériel pédagogique JDA	361 420,21	123 123,94	27 456,83	95 667,11
APEL	Matériel pédagogique JDA	25 210,74	14 551,91	3 010,27	11 541,64
Taxe d'apprentissage	Matériel pédagogique JDA	58 554,59	35 825,97	9 919,43	25 906,54
Total		9 217 783,08	4 183 306,66	303 511,57	3 876 672,08

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Charges	174 315,00	12 686,58			187 001,58
	Gros entretien					
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL	174 315,00	12 686,58	0,00	0,00	187 001,58
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation	0,00	12 686,58			12 686,58
	financières	0,00				0,00
	exceptionnelles	0,00				0,00

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisation en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation								
Projet								
Contribution financières d'autres organismes	260 000,00	211 055,19		25 691,78			185 363,41	0,00
Projet : aménagement cuisine JDA	186 688,73	149 350,99		18 668,87			130 682,12	0,00
Projet : aménagement cafétéria étudiante SJBS	63 311,27	51 704,20		6 331,13			45 373,07	0,00
Projet : casque virtuel section MSPC	10 000,00	10 000,00		691,78			9 308,22	0,00
Ressources liées à la générosité du public								
Projet								
TOTAL	260 000,00	211 055,19	0,00	25 691,78	0,00	0,00	185 363,41	0,00

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU X)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	1 590,00	4 806,66
Aides au développement des compétences	0,00	0,00
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	50 977,94	33 446,67
Financement des formations par apprentissage	0,00	0,00
Forfaits d'externat	1 977 216,93	1 992 852,96
<i>dont forfait Etat</i>	742 431,93	737 129,96
<i>dont forfait Région</i>	676 872,00	698 192,00
<i>dont forfait Département</i>	315 209,00	303 039,00
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	242 704,00	254 492,00
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	0,00	0,00
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	0,00	0,00
Autres concours publics	0,00	0,00
Sous-total concours publics	2 029 784,87	2 031 106,29
Subventions État	572,36	1 000,00
Subventions Région	74 382,42	28 213,82
Subventions Département	1 584,00	1 653,60
Subventions Communes et groupements de communes	0,00	0,00
Autres subventions d'exploitation	58 468,04	16 153,84
<i>dont subvention APEL</i>	5 745,68	3 761,24
<i>dont programmes de l'Union Européenne Erasmus +</i>	52 722,36	12 392,60
<i>dont autres subventions : OFAJ</i>	0,00	0,00
Report de subventions	0,00	0,00
Sous-total subventions d'exploitation	135 006,82	47 021,26
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 164 791,69	2 078 127,55